

*Initiatives ministérielles*

Le ministre dit que, depuis trois ans, la Société canadienne des postes réalise des bénéfices. Il n'est pas en mesure de réfuter mes affirmations sur-le-champ. Mettons les choses ainsi. J'invite le ministre à me dire tout de suite quels seront les bénéfices de la Société canadienne des postes cette année. Le ministre ne répond pas, évidemment. On remarquera qu'il ne répond pas à cet élément particulier de mon affirmation.

C'est fort simple. Cette année, la Société canadienne des postes essuie des pertes, au lieu d'enregistrer des bénéfices, et elles sont de l'ordre de 100 millions de dollars. Telles sont les pertes de la Société canadienne des postes cette année.

Le ministre vient nous dire aujourd'hui que ce qu'il peut faire de mieux aujourd'hui, son idée la plus faramineuse, c'est de vendre 10 p. 100 des actions de la Société canadienne des postes aux employés. Il y a bien de choses qui clochent là-dedans.

Pour commencer, je ne crois pas que nous devons privatiser les postes. Aucunement. Mon parti a adopté cette position dans un rapport dissident accompagnant le rapport intitulé *Les services postaux dans les années 90* et présenté à la Chambre par le Comité permanent de la Consommation, des affaires commerciales et de l'administration gouvernementale. Je connais fort bien ce rapport, car j'ai rédigé les recommandations pour mes collègues. J'étais porte-parole pour les questions postales, et c'est moi qui ai rédigé, avec l'aide d'un personnel fort compétent, les recommandations qui figurent dans ce rapport. Je vous signale certaines de ces recommandations ainsi que la position que mon parti a toujours défendue sur cette question.

Écoutez un peu ce que la majorité conservatrice du comité a proposé. Je vous lis la recommandation n° 36:

Que le gouvernement du Canada privatise Postes Canada une fois que la société aura atteint un rendement financier comparable à celui des entreprises privées et que les relations industrielles se seront améliorées.

Voilà ce qu'ont recommandé les membres conservateurs du comité. Les membres libéraux de ce même comité ont dit que la Société canadienne des postes devait demeurer une société d'État, comme en fait foi leur recommandation n° 36. C'est la position de notre caucus, celle que j'ai défendue au nom de mes collègues et celle que je continue de défendre aujourd'hui.

• (1540)

Pourquoi? Y a-t-il une règle d'or qui nous empêche de privatiser quoi que ce soit? Non, pas du tout. C'est tout simplement parce qu'on parle d'un service postal national qui dessert tant le milieu rural que les villes canadiennes, qui ne livre pas seulement le courrier à Ottawa, à Toronto et à Vancouver, et pas seulement les factures d'électricité et autres choses du genre parce que c'est

payant, mais aussi la lettre qu'une personne de Saint-Isidore-de-Prescott veut faire parvenir à une personne qui vit à Esterhazy, en Saskatchewan. Cela fait aussi partie du service.

Les postes canadiennes ne sont qu'une des choses que le gouvernement s'est employé à détruire. Il les a démantelées petit à petit, comme bien d'autres éléments de l'infrastructure du pays: les chemins de fer et le reste.

Au-dessus de chaque bureau de poste de ma circonscription flottait autrefois un drapeau du Canada et, sur le devant de l'immeuble, il y avait un écriteau qui disait: «Canada Post-Postes Canada». Savez-vous par quoi on a remplacé tout cela? Par une aile de pigeon et les mots «Mail-Poste». On se demande pourquoi on a un problème d'unité nationale. Le Cabinet a approuvé un décret en conseil autorisant la Société canadienne des postes à changer son sigle et son image de marque ainsi qu'à enlever la mention «Canada» dans ses activités, dans ses installations et sur ses immeubles. Pourtant, le bureau de poste était, dans un certain nombre de nos villes et de nos villages ruraux, le seul endroit où flottait le drapeau du Canada et qui arborait le mot «Canada» à sa porte.

Ce n'est pas le seul cas. Pourquoi a-t-on fait cela? À qui voulait-on plaire? Pas à moi, en tout cas, monsieur le Président, ni à mes électeurs. Il faut se demander qu'est-ce qu'on a à gagner? Cherche-t-on à ménager la susceptibilité de certaines personnes que le mot «Canada» hérisse dans certains coins du pays ou à plaire à ceux qui tiennent à privatiser les postes? Croit-on que l'entreprise se vendra mieux si l'on fait disparaître la mention «Canada» de son nom pour qu'on puisse la prendre pour n'importe quelle autre entreprise, comme une chaîne de restaurants spécialisés dans les beignes? Pour laquelle de ces raisons le fait-on? Ou est-ce pour toutes ces raisons à la fois?

[Français]

Lors du Congrès libéral à Hull il y a quelques semaines, les gens dans la salle ont eu une session d'imputabilité pendant laquelle on posait des questions aux parlementaires. Savez-vous quelle était la première question, par-dessus l'unité nationale, par-dessus tous les autres dossiers? La première question a été posée par une dame qui, en se levant, a dit: Moi, je vais poser la première question. Qu'est-ce que les Libéraux vont faire pour remettre le drapeau du Canada sur les bureaux de poste lorsque vous reviendrez au pouvoir? C'était la première question de cette dame du Québec, qui était là au congrès. Et qu'est-ce que cela nous dit? Cela nous dit que les Canadiens et les Canadiennes tiennent à ces institutions, même si le gouvernement prétend le contraire. Cela nous dit également que l'on devrait protéger et améliorer le service. Et on ne fait pas cela en vendant 10 p. 100 des actions, que ce soit aux employés, que ce soit aux parlementaires, que ce soit à l'Association des hommes d'affaires.